



Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 15 décembre 2016

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des 6, 8 et 13 décembre 2016
2. 7050 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2017 et modifiant :
 - 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
 - 2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier
 - 3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale
 - 4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
 - 5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs
 - 6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002
 - 7) le Code de la sécurité sociale
 - 8) la loi du 18 décembre 2015 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2016
 - 9) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement
 - 10) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles
 - 11) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation
 - 12) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques
 - 13) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement privé

- Rapporteur : Monsieur Claude Haagen
- 7051 Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016 - 2020

- Rapporteur : Monsieur Claude Haagen

- Examen des avis complémentaires du Conseil d'Etat

- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 7025 Projet de loi portant:
 1. transposition de la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du

Conseil du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010; et

2. modification du Code de la consommation

- Rapporteur : Monsieur Eugène Berger
- Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
- Présentation et adoption d'un projet de rapport

4. 7097 Projet de loi portant approbation de conventions fiscales
- Rapporteur : Madame Joëlle Elvinger
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport

5. Divers

*

Présents : Mme Diane Adehm remplaçant M. Michel Wolter, M. Gérard Anzia remplaçant M. Henri Kox, M. André Bauler, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, Mme Joëlle Elvinger, M. Franz Fayot, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen, Mme Viviane Loschetter, M. Laurent Mosar, M. Gilles Roth

M. Jean Olinger, M. Etienne Reuter, du Ministère des Finances (pour le point 2)

M. Tom Dominique, Directeur de l'IGSS

M. Michel Hoffmann, M. Luc Schmit, de l'Administration des Contributions directes (ACD)

M. Andy Pepin, M. Vincent Thurmes, du Ministère des Finances

Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. Michel Wolter

*

Présidence : M. Eugène Berger, Président de la Commission

*

1. **Approbation des projets de procès-verbal des 6, 8 et 13 décembre 2016**

Les projets de procès-verbal sont approuvés.

2. **7050 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2017 et modifiant :**

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les

taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi du 18 décembre 2015 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2016

9) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

10) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

11) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

12) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

13) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement privé

7051 Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016 – 2020

Le rapporteur présente brièvement les avis complémentaires du Conseil d'Etat et son projet de rapport dans lequel ont été intégrées les remarques du Conseil d'Etat.

Il informe les membres de la Commission que la date de signature de la loi portant création d'un Fonds de dotation globale des communes est désormais connue et a dès lors été intégrée dans les paragraphes 1 et 2 de l'article 26 du projet de loi budgétaire. Il y est ainsi fait référence à la « loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ».

Le rapporteur signale qu'il prévoit, dans le cadre des débats budgétaires, de déposer une motion demandant au gouvernement d'effectuer une analyse, de même qu'une extension des possibilités qui pourraient être offertes aux fonctionnaires en matière de télétravail. Cette motion est ouverte à l'ensemble des partis et sensibilités politiques.

Après un échange de vues, il est décidé que le rapporteur fera parvenir sa motion aux membres de la Commission qui l'informeront de leur adhésion à son contenu ou non. En fonction de ces informations, il sera décidé si le rapporteur dépose la motion au nom de la Commission ou en son nom propre.

Le rapporteur précise encore qu'il abordera également ce sujet au cours de la réunion de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative de cet après-midi.

Le projet de rapport est adopté par 8 voix pour et 4 voix contre (Mme Adehm, M. Gibéryen, M. Mosar, M. Roth).

3. 7025 Projet de loi portant:

- 1. transposition de la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010; et**
- 2. modification du Code de la consommation**

Le rapporteur présente son projet de rapport dans lequel a déjà été intégré le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat.

En réponse à une question, le représentant du ministère des Finances rappelle que les établissements de crédit doivent à l'avenir informer le consommateur du mode de calcul de l'indemnité de remboursement anticipé, ainsi que du fait que l'indemnité en question est plafonnée à six mois d'intérêts sur le capital que le consommateur souhaite rembourser de manière anticipative, calculés au taux débiteur applicable au contrat de crédit immobilier le jour du remboursement anticipé. Pour rappel, ce plafond ne s'applique qu'aux remboursements anticipés qui ont trait aux contrats de crédit immobilier contractés en vue de l'acquisition d'un logement qui a servi d'habitation effective et principale au consommateur pendant une période ininterrompue de deux ans au moins et dont le montant cumulé ne dépasse pas 450.000 euros. Pour la partie du ou des remboursements anticipés qui dépasse 450.000 euros, le plafond de six mois d'intérêts ne s'applique pas. L'indemnité doit être équitable et objectivement justifiée et porter sur les coûts éventuels directement liés au remboursement anticipé du crédit. Elle ne peut pas dépasser la perte financière du prêteur.

Un membre du groupe parlementaire CSV est d'avis qu'il serait utile que le gouvernement mène une campagne d'information au sujet des changements introduits par le biais du présent projet de loi.

Un autre membre du groupe parlementaire CSV imagine le cas dans lequel un consommateur transforme une partie d'un prêt à taux variable (souscrit avant le 21 mars 2016) en prêt à taux fixe (en raison des taux d'intérêt bas). Il se demande si cette partie modifiée du prêt constitue un nouveau prêt tombant sous les nouvelles modalités prévues dans le présent projet de loi.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

La Commission choisit le modèle de base pour les discussions en séance publique.

4. 7097 Projet de loi portant approbation de conventions fiscales

Le rapporteur présente brièvement l'avis du Conseil d'Etat, dont la proposition d'ordre légistique est reprise, ainsi que son projet de rapport.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

La Commission choisit le modèle de base pour les discussions en séance publique.

5. Divers

La prochaine réunion de la Commission aura lieu le 19 décembre 2016 à 9:00 heures.

Luxembourg, le 19 décembre 2016

La secrétaire,
Caroline Guezennec

Le Président,
Eugène Berger